L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE MATIN, 13 SEPTEMBRE.

Les candidatures nationales.

LETTRE D'ACCEPTATION DE HORATIO SEYMOUR.

Au général G. W. Morgan et autres, membres du comité, &c.

Utica, 5 août 1868.

MESSIEURS :—Lorsqu'à New York, le 11 juillet, en présence d'un vaste assemblage, vous m'avez offert, au nom de la Convention nationale démocratique, la nomination faite à l'unanimité de ma personne comme candidat de cette Convention pour les fonctions de Président des Etats-Unis, je déclarai que "je ne trouvais pas de termes convenables pour exprimer ma reconnaissance du bon vouloir et de la bienveillance que cette assemblée venait de me témoigner. Je n'avais ni recherché ni espéré cette nomination. Mon ambition était—ce que je ne puis faire maintenant—de prendre une part active à la grande lutte engagée pour la restauration d'un bon gouvernement, et pour le rétablissement de la paix et de la prospérité dans le pays. Mais j'ai été entraîné par le courant irrésistible qui nous emporte vers un grand changement politique et je me trouve hors d'état d'y résister.

Vous m'avez aussi remis une copie des résolutions exprimées par la Convention et qui indiquent la position qu'elle a prise sur les grandes questions qui agitent aujourd'hui le pays. Comme président de cette Convention, la teneur et la portée de ces résolutions me sont familières, comme l'un des membres de la Convention, je suis un de ceux qu'elles lient. Elles sont conformes à ma manière de voir; je les accepte comme guide dans la lutte où nous entrons, et je m'efforcerai, à l'avenir, de les mettre en pratique, partout où je me trouverai placé, dans ma carrière politique et dans ma vie privée.

Je déclarai alors que je vous adresserai mon acceptation par une lettre, suivant l'usage accoutumé. Je ne vois, après réflexion, aucune raison pour changer ou spécifier les termes de l'approbation que j'ai donnée aux résolutions de la Convention. Si je n'ai pas plus tôt rempli la formalité de vous communiquer par écrit ce que j'avais exprimé publiquement, c'est que je voulais voir quelle lumière les débats du Congrès pourraient jeter sur les intérêts du pays.

Les actes de cette assemblée, depuis l'ajournement de la Convention, indiquent qu'elle redoute que, par un changement du pouvoir politique, le peuple n'obtienne ce qu'il a droit d'avoir, un exposé clair et précis de ce qui a été fait de l'argent qu'on a tiré de lui depuis huit ans. Les hommes réfléchis sentent qu'il y a eu, dans l'administration des finances, des fautes qu'on n'a pas laissé parvenir à la connaissance du public.

Le parti congressionnel non seulement s'est allié avec le pouvoir militaire, qui va être employé pour peser directement sur les électeurs dans beaucoup d'Etats, mais encore il perpétue sa session dans le but avoué de faire les lois qu'il jugera utiles à son succès en vue des élections qui auront lieu dans quelques semaines. Au lieu de s'ajourner, il a donc pris un congé pour s'assembler de nouveau si ses intérêts de parti le demandent.

Jamais, jusqu'à présent, dans l'histoire de notre pays, le Congrès n'avait pris ainsi une attitude menaçante envers ses électeurs. Cédant à son influence, quelques-unes des Etats organisés par ses agents, proposent de priver le peuple du droit de voter pour les électeurs présidentiels, et c'est pour la première fois qu'on prend d'audacieuses mesures pour détruire le droit de suffrage. Aussi n'est-il pas surprenant que les hommes qui réfléchissent voient, dans une pareille conduite, la preuve que ceux qui dirigent la politique du parti républicain sont mus par des motifs plus puissants et plus profonds que le simple désir de retenir le pouvoir politique, la preuve qu'ils redoutent de voir certains faits dévoilés et que cette crainte les conduit à des actes d'un caractère aussi désespéré et aussi impolitique.

Un grand nombre des meneurs et des organes les plus habiles du parti républicain ont ouvertement déploré la violence des actes du Congrès et leur tendance à entretenir la discorde dans notre pays. Les grands intérêts de l'Union demandent la paix, l'ordre et le retour aux relations internationales, sans lesquelles nous ne pouvons maintenir la foi et l'honneur de notre gouvernement. L'esprit des hommes d'affaires est en proie à une incertitude pénible. Le temps que nos ouvriers doivent consacrer au travail est allongé par le coût des choses nécessaires à l'existence, coût que rendent exorbitant les exactions directes et indirectes du gouvernement; et nos populations sont harassées par les demandes fréquentes des percepteurs d'impôts.

Il y a dans tout le peuple, sans distinction de parti, un sentiment très fort en faveur d'une ligne de conduite qui puisse restaurer l'ordre et la confiance, et enlever les fardeaux qui entravent et gênent actuellement l'industrie du pays. Cependant, en ce moment, ceux qui sont au pouvoir ont, dans le Sénat et dans la Chambre des Représentants, jeté de nouveaux éléments de discorde et de violence. On a admis comme représentants de quelques-uns des Etats du Sud des hommes qui sont venus déclarer qu'ils ne peuvent exister sans protection militaire dans les Etats qu'ils prétendent représenter. Ces hommes vont faire des lois pour le Nord aussi bien que pour le Sud. Ces hommes qui, il y a quelques jours, demandaient en suppliants que le Congrès leur donnât le pouvoir dans leurs Etats respectifs, contrôlent aujourd'hui l'action des deux Chambres de ce même Congrès. Entrés dans ces assemblées, l'esprit rempli de cette question, ils demandent que le Congrès regarde comme étant en état de guerre civile les Etats d'où ils viennent, ils demandent que la majorité de ces Etats, comprenant la plus intelligente de la population, soit traitée comme ennemi public, de façon qu'ils puissent maintenir le contrôle aux frais du peuple du Nord, et de sorte qu'il n'y ait au Sud ni paix ni bon ordre autres que la paix et l'ordre qui seront établis par l'arbitraire.

Tout homme intelligent sait non seulement que ne doivent leur position actuelle qu'au désordre, mais encore que tous les motifs qui le font désirer de le perpétuer viennent de l'amour du pouvoir et de lucre. Le désir de la vengeance se porte à maintenir le Sud dans l'anarchie. Tant qu'elle existe ils sont indépendants de la volonté ou des vœux de leurs concitoyens. Tant que la confusion règne ils sont les dispensateurs des profits et des honneurs qui proviennent d'un gouvernement reposant uniquement sur la force.

Ces hommes sont aujourd'hui placés dans des positions où ils peuvent non seulement recommander l'adoption de leurs vues politiques, mais encore l'imposer. Quand on aura admis, de cette manière, des sénateurs des autres Etats du Sud, bien qu'en réalité ils n'aient pas de constituants, ils auront plus de pouvoir au Sénat que la majorité du peuple de cette Union, vivant dans vingt-neuf des grands Etats. C'est en vain que des chefs du parti républicain ont protesté contre la politique qui a conduit à ce résultat.

Tandis que les chefs de la récente rébellion se sont soumis aux résultats de la guerre, et sont maintenant tranquillement engagés dans des entreprises utiles pour leur soutien et celui de leur famille, et tandis qu'ils essaient, par la force de l'exemple, de ramener le peuple du Sud à l'ordre et à l'industrie qui sont essentiels non seulement à son bien être mais encore à la grandeur et à la prospérité de notre patrie, tous ceux qui, sans capacité et sans influence, ont été jetés par les agitations des convulsions civiles dans des positions honorifiques et lucratives, s'efforcent d'attiser les passions auxquelles ils doivent leur élévation, et ils poussent des clameurs pour affirmer qu'ils sont les seuls amis de l'Union. La preuve de cet amour pour l'Union ne saurait avoir de fondement certain que dans une estime fraternelle et dans un désir commun de contribuer au maintien de la paix et de l'ordre et à la félicité de toutes les parties du pays.

Les événements qui se sont accomplis au Congrès depuis l'ajournement de la Convention ont considérablement augmenté l'importance de la victoire politique que remporteraient ceux qui cherchent à ramener l'économie, la simplicité et la justice dans l'administration de nos affaires nationales. Il y a beaucoup de républicains, parmi ceux qui sont restés attachés à leur parti, qui ont regretté les mesures extrêmes et violentes auxquelles il s'est laissé emporter. Ils ont pensé à croire que, bien que la conduite de leurs amis politiques fût mauvaise, leur intention était cependant bonne. Mais, aujourd'hui, ils doivent s'apercevoir que le parti républicain est dans une condition telle qu'il ne peut appliquer une politique de paix, quelles que soient ses intentions. C'est un malheur non seulement pour un pays, mais encore pour le parti qui le gouverne, quand l'action de celui-ci n'est arrêtée par aucune forme d'opposition. Ça été le malheur du parti républicain que les événements des dernières années lui ont donné un tel pouvoir qu'il a pu enchaîner l'Exécutif, entraver le judiciaire, et mettre en vigueur les vues des plus imprudents et des plus violents d'entre ses membres. Quand un pareil état de chose existe dans un pays, il arrive toujours que ce parti n'est pas contrôlé par le jugement des plus habiles chefs. Il n'y a peut-être pas un des hommes capables qui ont aidé à former l'organisation républicaine, et qui ne l'aient, depuis trois ans, mis en garde contre ses excès, qui n'ait été renversé ou forcé d'abandonner ses convictions relativement à ce que demandent les intérêts du pays, ou, s'il était trop patriote pour le faire, qui n'ait été repoussé des rangs du parti.

S'il en a été ainsi précédemment, que fera le parti avec cette nouvelle infusion d'hommes qui, sans le moindre respect pour les vœux de ceux qui viennent de leur donner leurs positions, commencent leur carrière législative en demandant des armes, en prétendant que leurs Etats soient considérés comme en guerre civile, et en déclarant qu'ils sont anxieux de dégrader le Président des Etats Unis, dès qu'ils pourront persuader ou forcer le Congrès à produire de nouveaux chefs d'accusation.

Le parti républicain est, aussi bien que nous, intéressé à mettre un terme à cette violence. Il doit être clair pour tout homme qui pense qu'une nouvelle disposition du pouvoir politique tend à arrêter la violence des meneurs de parti et à assurer la paix et le bon ordre dans le pays. L'élection d'un Président démocrate et d'une majorité démocrate des membres de la Chambre des représentants ne donnerait pas à ce parti le pouvoir de faire des changements soudains et violents, mais elle servirait à mettre un terme à ces mesures extrêmes qui ont été déplorées par les hommes les meilleurs des deux partis. Le résultat conduirait très certainement à cette paisible restauration de l'Union et au rétablissement des relations fraternelles que le pays désire. Je suis sûr que les meilleurs hommes du parti républicain déplorent, tout autant que je le fais, l'esprit de violence qu'ont montré ceux qui ont été récemment admis à des sièges au Congrès comme envoyés des Etats du Sud. Le régime de guerre civile qu'ils ont en vue doit être odieux à tout homme au jugement droit.

Je n'ai aucune aspiration personnelle qui puisse fausser mon jugement au sujet de l'élection prochaine. Quiconque a pesé et mesuré les devoirs qu'imposent les fonctions de Président des Etats Unis, ne peut manquer de se faire une idée précise des soucis et des labeurs de celui qui veut être à la hauteur de ses devoirs. Celui-là ne doit pas se laisser aller au gré des courants populaires sans visée politique et sans but. Loin de là. Car, notre Constitution, tout en donnant justement la balance du pouvoir à la volonté du peuple, a pour trait caractéristique qu'elle cherche à protéger les droits des minorités. Sa plus grande gloire est de mettre un frein au pouvoir. Elle formule et met en vigueur les maximes et les principes de liberté civile pour le triomphe desquels ont lutté, pendant tous les âges, les amis de la liberté. Elle déclare le droit des citoyens d'être garanti dans leurs personnes, leurs maisons et leurs papiers contre des perquisitions et les saisies illégales; que "le Congrès ne fera pas de loi sur l'établissement d'une religion ou pour restreindre le libre exercice d'une religion, ou pour restreindre la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit du peuple de faire des pétitions au redressement de torts." Elle assure "le droit d'un jugement prompt et public par un jury impartial."

Aucun homme ne peut légitimement entrer dans l'exercice des fonctions présidentielles, s'il n'est disposé à exécuter les vœux du peuple exprimés d'une façon constitutionnelle, et il n'est pas prêt à défendre les droits des minorités. Il doit être prêt à soutenir le libre exercice de toute religion. Il doit dénoncer les mesures qui porteraient atteinte à des droits personnels ou domestiques ou à la religion du plus humble des citoyens du pays. Il doit maintenir, sans distinction de croyance ou de nationalité, tous les privilèges de la citoyenneté américaine. L'expérience de tout homme public qui a été fidèle à son mandat lui apprend que nul ne peut remplir les devoirs qui incombent au Président à moins d'être prêt non seulement à se soumettre aux mensonges et aux abus des gens pervers, mais encore à supporter la critique des gens honnêtes qui se laissent égarer par les préjugés ou les fausses interprétations. Cette position n'a pas d'attraits qui puissent égarer mon jugement quand je dis qu'il s'opère un grand changement dans l'esprit public. La masse du parti républicain est plus réfléchie, plus modérée, plus juste qu'elle ne l'était pendant l'agitation qui a régné durant toute la guerre civile et pendant toute la période qui a suivi.

Comme l'énergie du parti démocrate vient de son dévouement à sa cause et à ses candidats, je puis, sans manquer aux convenances, parler du fait que jamais, dans l'histoire politique de notre pays, la décision d'aucune assemblée semblable n'a été accueillie avec un enthousiasme aussi universel et aussi réel que celui qu'a provoqué la position prise par la Convention nationale démocratique, position avec laquelle le choix des candidats n'avait rien à faire. Si d'autres noms eussent été mis en avant, cet enthousiasme n'aurait peut-être été que plus prononcé. Le zèle et l'énergie des masses conservatrices prennent leur source dans le désir d'opérer un changement de politique, et dans la pensée qu'elles peuvent atteindre leur but.

Elles sont confirmées dans cette conviction par la coopération de cette grande assemblée d'hommes qui ont servi dans l'armée et dans la marine de l'Union pendant la guerre. Ayant délivré près de 16,000 commissions aux officiers de cette armée, je connais leurs vues et leurs vœux. Ils demandent l'Union pour laquelle ils ont combattu. Le plus grand assemblage de ces braves soldats qui ait jamais eu lieu, est celui qui a été tenu à New York et qui a endossé en termes très significatifs, la décision de la Convention nationale. Ils ont fait appel au gouvernement pour qu'il s'arrête dans sa politique de haine, de discorde et de dissension, et en termes d'une éloquence chaleureuse ils ont demandé la restauration des droits du peuple américain. Quand il y a un tel accord entre ceux qui ont prouvé leur courage et leur dévouement à la guerre et ceux qui ont fait preuve de leur sagesse dans les conseils, je ne puis douter que nous ne remportions un triomphe politique, qui restaurera notre Union, ramènera la paix dans notre pays et nous rendra une fois encore les bienfaits d'un gouvernement sage, économique et honnête.

J'ai l'honneur d'être, messieurs, &c.

HORATIO SEYMOUR.

Lettre d'acceptation DU GÉNÉRAL FRANK P. BLAIR.

Au général G. W. Morgan, président du comité de la Convention Nationale Démocratique.

Général,—Je saisis la première occasion de répondre à la lettre par laquelle vous m'avisez de ma nomination comme Vice-Président des Etats-Unis par la Convention Démocratique Nationale, tenue récemment à New York.

J'accepte sans hésitation la nomination qui m'est offerte d'une manière si flatteuse, et je vous envoie à vous et au comité mes remerciements pour le langage bienveillant dans lequel vous m'avez transmis la décision de la Convention.

J'ai lu attentivement les résolutions adoptées par la Convention, et j'adhère cordialement à tous les principes et à tous les sentiments qu'elles expriment.

J'ai, à diverses reprises, exprimé mon opinion sur toutes les questions qui divisent les partis en lutte, et je ne crois pas nécessaire de la répéter ici.

Les questions sur lesquelles repose la lutte sont claires et ne peuvent être obscurcies ou détournées par les sophismes de nos adversaires. Elles se résument toutes dans cette tentative sans cesse renouvelée de quelques hommes pour absorber le pouvoir politique de la nation. Cette tentative, sous tous les noms et sous tous les déguisements imaginables, a toujours caractérisé les opposants du parti démocrate, mais jamais elle n'a pris une forme aussi prononcée et aussi audacieuse que dans ce conflit.

Les adversaires du gouvernement libre et constitutionnel, au mépris des termes formels de la Constitution, ont érigé un despotisme militaire dans dix des Etats de l'Union; ont enlevé au Président le pouvoir dont il est investi par la loi suprême, et ont privé la Cour Suprême de sa juridiction; le droit d'être jugé par un juri et le grand privilège de l'habeas corpus, sauvegardes de chaque citoyen, qui remontent aux plus anciennes traditions de nos ancêtres et que nos pères, de la Révolution, ont cherché à assurer pour toujours à leur postérité, dans la Charte fondamentale de nos libertés, ont été outrageusement foulés aux pieds par un fragment de Congrès; des Etats et des communautés d'hommes de notre race, ont été poursuivis, convaincus, condamnés et privés de leurs droits comme citoyens, sans mise en accusation, sans jugement, sans audition de témoins, en vertu des dispositions de lois congressionnelles ayant un effet rétroactif et au mépris de la prohibition constitutionnelle qui refuse même à un Congrès entier et loyal l'autorité de passer un bill de forfaiture ou aucune loi rétroactive.

La même autorité usurpatrice a substitué comme électeurs aux hommes de notre race, ainsi illégalement privés de leurs biens et du droit de vote, une horde de nègres ignorants qui sont entretenus dans l'oisiveté avec les fonds publics, et lignés pour dépouiller les hommes de race blanche de leur droit de naissance, au moyen du mécanisme du Bureau des Affranchis et d'émissaires des conspirateurs dans d'autres Etats, et, pour compléter l'oppression, le pouvoir militaire de la nation a été mis à leur disposition pour rendre la barbarie souveraine maîtresse.

Le chef militaire, sous le prestige duquel ce Congrès usurpateur a cherché un refuge depuis la condamnation de ses plans par le peuple libre du Nord dans les élections de l'année dernière, et qu'il a choisi comme son candidat pour se garantir contre les résultats de sa propre perversité et de ses propres crimes, a annoncé l'acceptation de sa nomination et sa disposition à maintenir l'usurpation congressionnelle sur trois millions de blancs du Sud, cloués au sol par ses baïonnettes. Il s'écrie : "Ayons la paix."—"La paix règne à Varsovie" tel a été la phrase qui a annoncé la fin des libertés d'une nation. "L'empire c'est la paix," s'est écrié Bonaparte quand la liberté et ses défenseurs expiraient sous la pointe de son épée.

La paix à laquelle nous invite Grant est la paix du despotisme et la mort. Ceux qui cherchent à restaurer la Constitution en exécutant la volonté du peuple, en condamnant les actes de reconstruction, déjà condamnés dans les élections de l'année dernière (et qui, j'en suis convaincu, le seront encore plus expressément par l'élection du candidat démocrate comme Président des Etats Unis), sont dénoncés comme des révolutionnaires par les partisans de ce Congrès à l'esprit vindicatif. Le suffrage même qu'a la voix populaire de New York, du New Jersey, de la Pennsylvanie, de l'Ohio, du Michigan, du Connecticut et d'autres Etats a condamné comme contraire à la lettre de la Constitution) doit être maintenu parce que cela plait aux sénateurs et aux représentants de ces Etats.

Si le peuple condamne de nouveau ces atroces mesures par l'élection d'un candidat démocrate comme Président, elles ne devront pas être l'objet d'une atteinte ! Bien que la Cour Suprême ait décidé qu'elles sont inconstitutionnelles, et bien que le Président ait juré de maintenir et de défendre la Constitution, la volonté d'une fraction du Congrès renforcée par les émissaires que le parti a envoyés au Sud, et soutenue là par les soldats, doit être maintenue contre la volonté du peuple et contre la décision de la Cour Suprême, et le serment solennel du Président de maintenir et de défendre la Constitution. C'est révolutionnaire d'exécuter la volonté du peuple; c'est révolutionnaire d'exécuter le jugement de la Cour Suprême; c'est révolutionnaire que le Président veuille obéir à son serment de défendre la Constitution!

Cette fausse interprétation du principe vital de notre gouvernement est le dernier recours de ceux qui voudraient que leur reconstruction arbitraire prît racine et remplaçât nos vieilles institutions. La nation dira qu'il faut que la Constitution soit restaurée et que la volonté du peuple soit de nouveau souveraine. L'appel au scrutin paisible pour arriver à ce but n'est pas la guerre, n'est pas la révolution. Ceux-là font la guerre et la révolution qui tentent d'arrêter ce moyen pacifique pour mettre à l'écart le despotisme militaire et les usurpations d'un fragment de Congrès, qui prétend s'arroger le pouvoir absolu sur ce système indulgent de liberté réglée que nous ont laissé nos pères. Il faut suivre cette voie, c'est la seule qui conduise à la paix.

La paix viendra avec l'élection du candidat démocrate, et non avec l'élection de ce guerrier cuirassé dont les baïonnettes sont maintenant à la gorge de huit millions d'habitants du Sud pour les forcer à l'appuyer comme candidat à la Présidence, et pour les soumettre à la domination d'une race étrangère d'hommes à demi-barbares. On ne plus audacieusement défigurer la vérité ou fausser l'interprétation des choses qu'en acclamant ce candidat armé de pied en cap comme un ange de paix.

Je suis, etc.

FRANK P. BLAIR.

Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

ONZIEME ETAT ANNUEL

Des affaires de la Compagnie d'Assurance de l'Union de la Nlle-Orléans.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1868.		
Primes sur risques d'incendie	$139,132 32	
" " de navires	27,914 14	
" " de mer	36,941 56	
Risques non expirés le 30 avril 1867	20,941 91	
		$226,230 32
En moins, primes remboursées		4,7?? 20
Montant des primes		221,??? 62
Pertes payées dans l'année—		
Pertes par l'incendie	$19,644 10	
" sur les rivières	26,??? 42	
" sur mer	31,??? 59	
Total des pertes	77,728 11	
Réassurances	2,7?? 60	
Dépenses et intérêt de scrip; en moins, escomptes et intérêt	19,2?? 30	
Taxes et revenu int.	8,771 96	
Vingt cinq et quinze pr cent remboursé	26,??? 66	
En réserve pour risques non expirés	37,506 32	
		$171,???
Bénéfice net		50,??? 00
L'actif de la Compagnie est :		
Prêts garantis	17,725 00	
" par hypothèque	19,100 00	
Effets à recevoir pour pr'mes	7,389 45	
Actions, bons et autres garanties	1??,??? 25	
Propriétés foncières	15,??? 00	
Comptes individuels pour primes	20,??? 91	
En caisse	63,??? 64	
Scrips d'autres Compagnies	2,0??	
		$312,??? 39

Le tableau qui précède est une copie exacte faite sur les livres de la Compagnie :

A. CHIAPELLA, Président.

J. M CRAWFORD, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermenté et signé pardevant moi, ce troisième jour de mai 1867.

S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré un dividende de vingt pour cent payable, lequel sera porté au crédit des actions non encore payées. Des certificats d'actions payés en plein seront délivrés aux actionnaires à partir du 1er juillet 1868.

Les Directeurs ont en outre résolu de racheter vingt cinq pour cent du scrip (non encore payé) de la Compagnie, à partir du 1er juin 1868.

Il sera payé aux porteurs, à partir du 1er juin 1868, six pour cent d'intérêt sur le scrip non encore payé de la Compagnie.

— DIRECTEURS —

A E Seder,	A Chiapella,	L F Generes,
L Moulet,	W B Schmidt,	R W Adams,
C Cohn	B Saloy,	J J Fernandez,
A Cousin	J A Seignouret,	P L Millaudon,
J Goldstein,	V Barthe,	G Blanchin.

14 mai—1 m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$346,???
Savoir :		
Primes d'incendie	$206,272 57	
Primes de mer	100,135 70	
Primes de rivières	100,097 15	
		$546,??? 62
En moins :		
Primes remboursées	$ 5,839 73	
Primes non expirées	40,145 00	
		$ 45,??? 73
Montant net des primes		$502,516 97
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	$ 62,697 36	
Pertes sur mer	194,272 79	
Pertes sur les rivières	94,??? 00	
	$342,062 14	
Escomptes au lieu de scrip	54,3?? 85	
Taxes et Revenu intérieur	34,741 36	
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte	32,319 80	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	37,777 00	
		$491,210 76
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finances de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $630,000, savoir :

Placé en propriétés foncières	$46,??? 13
Hypothèques sur propriétés foncières	76,019 ??
Placé en bons de la ville et autres bons	62,??? ??
Placé en actions de banques et autres actions	1??,??? ??
Placé en scrip de Compagnie d'assurance	1??,??? ??
Placé sur prêts	18,??? ??
Effets à recevoir	63,??? ??
Primes en voie de perception	67,??? 71
Encaisse	111,512 40
	$727,???

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentée et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. S. Montgomery,
Ant. Carrière,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mannsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. H. Pinckard,
A. Fortier,	John S. Wallis,
George W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. B. Fothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr,
Henry J. Voss,	R. Pleagle,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Welchner,	Rudolph Sieg.
Geo. Given.	

24 mars—1 m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 23 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :		
Sur les risques d'incendie	$168,471 55	
Sur les risques de mer	65,390 94	
Sur les risques de rivières	55,??? 34	
		$317,??? 71
Plus, les risques non expirés pour 1866		65,??? 00
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,41? 00	
Primes remboursées pour 1867	2,??? 04	
		$ 63,014 94
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,??? 67
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,651 13	
Sur les risques de mer	39,641 76	
Sur les risques de rivières	34,022 94	
Plus, réassurances	2,??? 75	$106,715 82
Escompte de prime	46,46? 67	
		50,??? 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins	71,610 ??	
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrips dûs en 1866 y compris les balances	55,??? 16	
		$294,513 ??
Bénéfice net		$ 27,161 ??
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80	$167,200 00	
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c.	86,800 00	
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest, évalués à 70 c.	71,400 00	
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c.	17,500 00	
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c.	2,000 00	
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 50 c.	3,000 00	
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c.	4,500 00	
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc.	108,4?? 00	
Prêts sur garantie	25,000 00	
Prêts sur hypothèque	28,000 00	
Billets à recevoir	11,3?? 00	
Primes dues et en voie de la perception	47,1?? 00	
Scrips d'autres Compagnies d'assurance	12,??? 00	
Monnaie n'ayant pas cours	4,??? 00	
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés	13,??? 00	
En caisse	34,974 41	
		$767,??? 31

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Assermentée et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868,

PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,

JOHN G. GAINES, Vice-Président.

THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS :

Jno. G. Gaines,	S. J. Hart
Henry Renshaw,	Jno. C. Richs,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Bisco,	J. B. Bres,
J. G. Barelli,	Thos. Sloo,
Thos. A James	25 janv—1?

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867 :		
Sur les risques d'incendie	$329,916 16	
Sur les risques de mer	68,66? ?4	
Sur les risques des rivières	22,7?? 61	
Total des primes		$411,3?? 41
En moins : Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,362 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,??? 41
Montant net des primes		$291,5?? 00
Pertes : Sur les risques d'incendie	$??,760 82	
Sur les risques de mer	61,684 16	
Sur les risques des rivières	19,0?? 44	
	$140,4?? 22	
Taxes	11,3?? 32	
Ré-assurances	4,274 31	
Dépenses, moins le compte d'intérêts	10,1?? ??	
Intérêts sur scrips	26,3?? 00	
		$194,??? 84
Bénéfices		$97,4?? 16
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Effets à recevoir pour primes	$8,734 81	
Billets garantis et billets hypothécaires	219,307 00	
Dû pour primes en voie de perception	28,3?? 1	
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	153,3?? 44	
Scrips des différentes Compagnies d'Assurances	20 136 00	
En caisse	23,777 ??	
	4??,??? 04	
Moins : Dépréciation des sus-dites	22,350 30	
Montant net		$???,???
Moins : Intérêts du scrips non réclamés	7,??? 75	
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,??? ??	
		??? 65

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermentée et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868,

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Sabonell,	A. Schreiber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

nov—1m—1l—1 an

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868 :		
Primes d'incendie	$??,??? 44	
Primes de rivières	72,??? 30	
Primes de mer	20,??? 00	
		$161,??? 75
Pertes payées :		
Pertes par incendie	$13,??? 00	
Pertes sur les rivières	34,344 ??	
Pertes sur mer	24,372 ??	
	$122,277 ??	
Escomptes sur primes	20,980 37	
Taxes	4,730 61	
Réassurances	5,??? ??	
Primes remboursées	4?? 08	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	??,??? 86	$157,1?? 31
		$??,??? ??
Actif en caisse	$??,??? 11	
Effets à recevoir	3,??? ??	
Meubles	2,??? ??	
Primes dues	34,???	
Billets pour actions	???,??? 00	
		$???,??? 44

[Le] tableau qui précède est une copie exacte tirée des [livr]es de la Compagnie.

S. B. BUCKNER, président.

[..] SWEET, secrétaire.

[Assermen]té et signé, pardevant moi, ce 21 avril 1868,

PARIS CHILDRESS, [Ju]ge de Paix pour la paroisse d'Orléans.

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TRÉVISE, PARIS.

CAPSULES-MOTHES

Approuvées par l'Académie de Médecine de Paris.—Médaille d'honneur 39, rue Sainte-Anne, Paris.

Traitement facile et le plus sûr des Maladies contagieuses. ATTESTATIONS nombreuses des Médecins spéciaux des hôpitaux de Paris.

Pour éviter les contrefaçons, exiger que l'étiquette du dessus de boîte porte dans la pâte même du papier les initiales M. A. et Cie, et l'étiquette du dessous le nom MOTHES.—Dépôt dans les principales pharmacies.

ROB BOYVEAU LAFFECTEUR

SEUL AUTORISÉ EN FRANCE, BELGIQUE, RUSSIE ET AUTRICHE.

La liste des dépuratifs est considérable; mais dans cette nomenclature, le Rob Boyveau-Laffecteur, garanti véritable par la signature du Dr. Giraudeau de St.Gervais, a toujours occupé le premier rang tant à cause de son efficacité constatée depuis plus de trois quarts de siècle, que par sa composition exclusivement végétale. Il guérit radicalement, sans mercure, les AFFECTIONS de la PEAU, les DARTRES, les SCROFULES, les ACCIDENTS provenant de COUCHES, de l'âge critique et de l'âcreté des humeurs. Ce Rob est surtout recommandé contre les maladies contagieuses récentes, invétérées ou rebelles au copahu, au mercure et à l'iodure de potassium.

Dépôt général, 12, rue Richer, à Paris.—A la Nlle-Orléans, chez MM. MAUNSELL BOGEL droguistes.

VESICATOIRE D'ALBESPEYRES

Il s'applique comme du sparadrap, et agit en 6 ou 8 heures.

LE PAPIER D'ALBESPEYRES

entretient ensuite, A LUI SEUL, sans préparation aucune, la suppuration abondante et régulière, sans odeur ni douleur. Approuvés par les sommités médicales, professeurs, chefs des hôpitaux, le conseil de santé, etc.—On évitera les contrefaçons, en exigeant le nom d'ALBESPEYRES sur chaque vésicatoire et chaque feuille de papier. Chez l'inventeur, à Paris, et dans les principales pharmacies de l'Amérique, où l'on trouve aussi les CAPSULES RAQUIN. Entrepôt chez M. FOUGERA, à New-York; M. DUCONGÉ, à la Nouvelle-Orléans.

TACHES DE ROUSSEUR

HALE, COUPEROSE, BOUTONS ET FEUX AU VISAGE se guérissent en peu de jours et sans brûler la peau PAR L'EXTRAIT DE FLEURS DE LYS DE BAYLE.

Ce précieux cosmétique, recommandé par toutes les sommités médicales, fait disparaître les rides, rend aux teints les plus fatigués la fraîcheur, l'éclat de la première jeunesse, et dispense de l'emploi du fard si souvent dangereux.—Flacon à Paris 5 fr.

PHARMACIE HAUDUC 64, Rue Basse-du-Rempart, Paris.

NOTA.—Lire le rapport adressé à l'Académie des Sciences et à l'Académie Impériale de Médecine où sont cités plus d'un millier de cures authentiques avec les noms et adresses.—Chez M. DUCONGÉ.

CAPSULES RAQUIN.

Copahu pur de Paris. Après avoir traité 100 malades et obtenu 100 guérisons, l'Académie de Médecine a déclaré qu'elles étaient supérieures à toutes les autres préparations.—Pour éviter les contrefaçons, exiger le nom de l'inventeur RAQUIN sur chaque flacon, qui est enveloppé avec le rapport de l'Académie, écrit en 5 langues. Dans les principales pharmacies de l'Amérique, où se trouvent aussi les vésicatoires et le PAPIER D'ALBESPEYRES.—Entrepôt chez M. FOUGERA, à New York; M. DUCONGÉ, à la Nouvelle-Orléans.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

CONFORMÉMENT à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$300,??? 65
Primes d'incendie	$186,??? 00	
Primes de mer	37,??? 31	
Primes de rivières	14,758 15	
Moins primes remboursées	4,927 87	
Montant en réserve pour risques non expirés	50,??? ??	55,1?? ??
Montant net des primes		286,7?? 17
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	30,??? 15	
Pertes sur mer	30,??? 65	
Pertes sur rivières	4,767 00	
	76,??? 00	
Ré-assurances	11,??? 94	
Dépenses, intérêt	23,??? 67	
Taxe et souscriptions	10,??? 67	
10 et 15 pour cent d'escompte	2?,??? 45	
Réservé pour pertes non réglées	10,??? 00	178,??? 3?
Bénéfice net		10,??? 30
L'actif de la Compagnie est comme suit :		
Billets pour actions	210,??? 00	
Billets	3,??? ??	
Dû, par comptes individuels	20,??? 77	
Prêts sur garantie, sur demande	54,??? 00	
Prêts sur hypothèque	21,??? 00	
Garanties de la ville	5,??? 00	
Garanties des Etats-Unis	12,167 41	
En caisse	44,101 00	3??,??? 57

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé :) D. MICHEL, Président.

E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé :) PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 6 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de 10 pour cent sera déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.

C. T. FORSTER, Vice-Président.

E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Holmer,	C. T. Forster,
F. A. Loiling,	H. Zuberbier,
Theo. Sobert,	G. H. Kartenfelt
Geo. Merz,	Louis Schwarz,
Chas. Rondta,	G. L. L. Mayer,
L. F. Borje,	H. Blasco,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Kaerig,	J. A. Blaffer,
Chas. Loeffler,	K. Weissenbach,
Julius Hoerner,	A. Marks,
F. Prob,	J. J. Weckerling,
F. M. Ziegler,	J. F. Kranz.

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans — Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la ville et la susdite paroisse et demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentés les personnes ci-dessous dénommées, lesquelles ont déclaré qu'elles sont actionnaires de la banque ci-après indiquée, qu'elles possèdent conjointement plus des deux tiers du capital de ladite banque, en vertu des lois de l'Etat et en vertu de la charte de la susdite banque, figurant au-dessous de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte de ladite banque, ils ont adopté la résolution suivante, savoir : Que d'après le rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1866, la direction de ladite banque, dûment autorisée, a voté la réduction du capital de ladite banque, en adoptant, à l'unanimité, à une séance qui a eu lieu le troisième jour du mois de mars 1868, la résolution suivante, dans les termes ci-annexés et qui fait partie des présentes : "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que les actions du capital social de la banque dite Crescent City Bank ... et qui soient adoptés : que les actionnaires soient requis de se réunir et de procéder à la réduction du capital de ladite banque, conformément à la loi ... le capital soit réduit de ... à cent mille piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) et de cinq cent ...

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, ... et qu'elle a été adoptée ...

En foi des dits apparents, pour eux-mêmes, ... au nom de ceux qu'ils représentent ... pour le compte des actionnaires de ladite banque de la Nouvelle-Orléans ...

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr, et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

Actions.		Actions.	
F Schuler	42	F E Bernard	100
Delvaille & Joubert	200	U Marionni	25
A DaBos	50	Warren, Crawford & Co.	25
G Chavanne	25	G P Porter	17
J V Allain	340	E O Porter	17
Chas. De Ruyter	200	J M Plaisiger	25
H C Millaudon	150	H P Jewell	25
H C Millaudon, agent	200	F Camors	45
Edgar Pitot	25	F Geipi	100
E H Munnilen	700	F Gelpi & Co	100
E F Micton	100	D Lanata	700
L Bassot	50	A Camors	15
E Sossi	50	T S Dugan	100
A Fouquet	25	E Forestier	100
Francis J Ruty	142	J C Denis	50
E Dorsey	14	S Cambon	100
S Pablo	200	Maury & Co	100
E F Lavillebeuvre	75	A Miltenberger & Co	100
Thos. Langridge	100	L D C Wood	50
Ant. Lanata	400	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co	300	J L Storry	100
F E O'Brien	100	A B James	25
Horrell, Gayle & Co	450	Alfred Kearney	25
B M Harrell	10	Voss Bros	25
J W Burbridge	51	W C Black	50
Mrs. V W Burbridge	122	W A Violett	25
Wm. Jenny & Co	100	W A Violett & Co	50
G H Hymon	70	J Lorber	30
L B Pothier	25	J U Payne	300
Forstall & de Lacour	275	C Raquet	25
U Caveroc	110	Amélie Ley	125
Irma Caveroc	3	W M Messer	125
G Caveroc, Jr	3	S Schmidt	25
J Bouguros	10	P Crabites	25
L Guyol	25	E Merith	25
Puig Bros	200	Mrs. A Bourdette	25
E Cramer	121	Mrs. Paul Juge, fils	125
F Dupré	100	Aug. Bohn	100
W G Robinson	100	Wm Angel	50
John Pemberton	100	Chs. Jung	25
Louisiana M. Ins. Co	200	Loeds & Co	100
Heynes & Dolan	400	Simon & Loeb	125
H H Rosochi	25	Castillo & Harispe	5
M Ogleby	100	S J Hart & Co	25
Lalli & Co	12	Allen & Rainey	25
Negrepontis & Apoletis	25	D M Bernard	42
Fossmi & Co	125	Chs. Duntz	25
J J Mihiu & Co	25	E Giquel	25
Cie. d'Assur. Mut. de Crescent	512	Giquel & Jamison	50

A. PITOT, Jr., EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr. Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre 3 No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr., Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 19 mars 1868.

26 mars—1f par sem—4 sem

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—B. H. Sommers, President; Charles Faurie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro. tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Grant, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Act. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. E. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 132 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Freret, Cashier.

Burke & Co., No. 54 Camp street

Merchants' Bank, Camp street—Raynes, President; Thos. J. Dix, Cashier.

Louisiana National Bank, Common street near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President, and —— Hall, Cashier

---

New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad.

U. S. MAIL ROUTE BETWEEN NEW ORLEANS WESTERN LOUISIANA AND TEXAS.

The Railroad FERRY BOAT will leave the foot of St. Ann street, opposite Jackson Square, DAILY, at 7½ A. M., connecting with the PASSENGER TRAIN leaving Algiers at 8 A. M.

Shippers and consignees of freight, by giving notice to the New Orleans Transfer Company, corner Camp and Common streets, can have their goods received or delivered in any part of the city at reduced rates of drayage.

Freight for stations on the road, for landings on the Teche, and for Opelousas, deliverable at New Iberia or St. Martinsville, received daily, (Sundays excepted) from 7 A. M. to 5 P. M. at the foot of St. Ann street.

Freight for all points on Bayou Lafourche, between Lafourche and Lockport, for Bolanger Canal, and for Houma, will be received and transported through, via Raceland, Lafourche and Terrebonne stations, or through steamboat rates.

All outward freight payable at the time of shipment and all inward freight on delivery.

G. W. R. BAYLEY, Superintendent.

Pontchartrain Railroad Company.

THIS Road, as now extended, will be opened to the public on SUNDAY, the 19th instant.

Fare to and from the Lake, same day, 25 cents. Children under twelve years of age 10 cents.

The City Terminus is fixed at the head of Lafayette street, where, within a few yards of the STEAMBOAT AND BARGE LANDINGS AND IN THE IMMEDIATE VICINITY OF ALL THE WAREHOUSES AND WESTERN PRODUCE DEALERS, the Company has erected a GRAND FREIGHT DEPOT, with a capacity of at least ten thousand barrels.

Observing CITY TELEGRAPH TIME as closely as possible, the Trains will run as follows, halting at Canal street, at the French Market, at Old Passenger Depot, and at Claiborne street :

STEAM TRAINS LEAVE NEW DEPOT.	STEAM TRAINS LEAVE LAKE END.
6½ o'clock A. M.	6 o'clock A. M.
7½ "	7 "
9 "	7¾ "
10½ "	9 "
12 M.	10½ "
2 P. M.	12 M.
3 "	2 P. M.
4 "	3 "
5 "	4 "
6 "	5 "
7 "	6 "
8 "	7 "
9 "	8 "

The 9 P. M. Train from the Lake will not go beyond the Passenger Depot at the head of Elysian Fields street.

The Horse Cars will leave the City at 4 A. M., and the Lake at 10 P. M., and cannot, for the present, run beyond the Old Depot.

For the convenience of bathers and fishing parties, a steam Train will leave the New Depot at 4 o'clock on Sunday mornings; an extra trip will also be run at 1 o'clock in the day.

Baggage, light household effects and family supplies will be received at the OLD DEPOT if the traveler so prefers it. In that event, the packages must be brought only on the day of the departure of the steamer for which they are intended, and then not later than thirty minutes prior to the passing of the train which connects with her.

Travelers from Mobile or the Watering Places who may desire their baggage and effects delivered at the OLD DEPOT will please express their wish to the officers of the boat, who will take pleasure in seeing that their property is assorted and placed separately on the wharf.

G. PANDELY, General Superintendent.

REEVES' AMBROSIA FOR THE HAIR Improved !

It is an elegant Dressing for the Hair.

It causes the Hair to Curl beautifully.

It keeps the Scalp Clean and Healthy.

It invigorates the Roots of the Hair.

It forces the Hair and Beard to grow luxuriantly.

It immediately stops Hair Falling Out.

It keeps the Hair from Changing Color from Age.

It restores Grey Hair to its Original Color.

It brings out Hair on heads that have been bald for years.

It is composed entirely of simple and purely vegetable substances.

It has received over six thousand voluntary testimonials of its excellence, many of which are from physicians in high standing.

It is sol in half-pound bottles (the name blown in the glass), by Druggists and Dealers in Fancy Goods everywhere, at One Dollar per Bottle. Wholesale by Barnes & Co.; F. C. Wells & Co.; Schieffelin & Co., New York.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

Office, No. 79 Camp street, Corner of Natchez street.

SIXTEENTH YEAR.

Premiums received during the year ending December 31, 1867	$631,590 72
Losses, taxes, expenses, re-insurance, etc., paid during same period	217,740 00
Assets on the 31st December, 1867	575,724 00

This Company continues to insure against the perils of the Seas, Rivers, and loss or damage by Fire, at the current rates of premium.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

J. M. Allen,	J. H. Ledwigson,	R. K. Converse,
S. Hopkins,	Jno. Chaffe,	A. H. May,
F. Smith,	Jno. T. Moore,	Robert Hare,
Wm. M. Perkins,	J. N. Isembert,	John C. Rogers.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39.........Carondelet Street.........39

NEW ORLEANS, LA.

SECOND ANNUAL STATEMENT

Year ending 30th April, 1868.

PREMIUMS for the year	$336,355 70
LOSSES paid	194,710 00
ASSETS, 30th April, 1868	605,9?4 12

CASH DIVIDENDS DECLARED. TO STOCKHOLDERS.

In Capital Stock Department, TEN PER CENT.

In Premium Department, FIFTEEN PER CENT.

This Company continues to issue Policies on FIRE, RIVER and MARINE RISKS, at the current rates of Premium.

All dividends of the Company are payable in CASH, without discount.

MICHEL MUSSON, President.

HARMON DOANE, Vice President.

ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES :

Moses Greenwood,	Richard Milliken,
J. W. Burbridge,	Samuel E. Moore,
W. A. Johnson,	Wm. H. Henning,
John I. Noble,	J. J. Warren,
John Chaffe,	Simon Bloch,
Hugh McColl,	R. T. Buckner,
Marshall J. Smith,	Samuel Friedlander,
L. Caulfield,	H. Frellsen,
Alfred S. Huntington,	Wm. Crevey,
L. H. Terry,	E. W. Rodd,
J. D. Blair,	Joseph Hoy,
Robert Pitkin,	Perry Nugent,
	S. Cambon

JACOB OTT Entrepreneur.

RÉPARE les MAGASINS et les MAISONS de résidence.

Fait et répare les cuves.

Les ordres laissés au No 38, Cercle Tivoli, ou chez A. DURAND, coin Toulouse et Chartres, recevront une prompte attention.

TREATMENT

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SYPHILIS, GONORRHŒA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDOR, Druggist, from the Paris University. Corner Gravier and Rampart Streets.

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORE and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 38 Tivoli Circle, or at A. DURAND, corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Dr. C. Blancke,

416 & 418... St. Charles St......416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM ! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE!

GREAT SUCCESS !

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET, BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

New Orleans, Jackson and Great Northern Railroad.

A PASSENGER TRAIN leaves daily at 5:30 P. M., making connections with trains for Vicksburg, Meridian, and with the Mississippi Central Railroad for the North and East.

Accommodation Trains leave on Sundays, at 7:00 A. M., going as far as Brookhaven, returning leave Brookhaven at 3:30 A. M. on Mondays, arriving at 10:30 A. M.

Excursion Tickets are good for Train of Saturday or Sunday going North, and Trains of Sunday or Monday South.

Passenger train arrives in New Orleans at 1:30 P. M. Freight Train leaves daily (except Sundays) at 6:30 A. M.

T. S. WILLIAMS, General Superintendent.

ED. WARE, General Passenger Agent.

JAMES YONGE, General Freight Agent.

Carpet Warehouse,

No. 19.........Chartres Street.........No. 19

A. BROUSSEAU & CO., IMPORTERS,

OFFER at low prices—

CARPETING—English and American of all kinds. Floor, Furniture and Enamel Oil Cloths.

MATTING—300 rolls China, 100 pieces Cocoa.

WINDOW SHADES, Table and Piano Covers.

CRUMB CLOTHS—Drugget, Linens and Felt.

CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc.

FURNITURE COVERING—Linen and Covers, Hair, etc.

A. Thomson & Co.,

SUGAR, SYRUP AND MOLASSES REFINERS,

—AND—

IMPORTERS AND DEALERS

In Foreign and Louisiana

SUGAR AND MOLASSES,

434 Tchoupitoulas Street.

Alabama Lime for Sale.

I AM constantly receiving Alabama LIME, which I offer for sale in lots to suit the purchasers at the lowest market price. This lime is superior to all other lime that is sold here, and for cementing, hard finishing and sugar-making far superior.

For sale by SAMUEL JAMISON, 69 Carondelet street.

NEW ORLEANS POST OFFICE.

Time of Arrival and Departure of Mails.

Route 8001—New Orleans to Brashear, leaves daily (except Sunday) at 7 A. M. Arrives daily (except Sunday) by 6 P. M.

Route 8002—New Orleans to Canton, departure daily. Closes at 3:30 P. M. Arrives daily at 8:30 P. M.

Route 8003—New Orleans to St. Francisville, supplying all the offices opened, departure Monday at 3 P. M., and Friday at 5 A. M. Arrives Monday and Friday mornings.

Route 8004—New Orleans to Carrollton, via Jefferson City, departure Monday and Thursday at 9 A. M. Arrives Monday and Thursday at 4 P. M.

Route 8005—New Orleans to Buras Settlement, Lower Coast, departure Tuesday and Friday at 8 A. M. Arrives Sunday and Thursday.

Route 8006—New Orleans to Mobile, departure daily at 3 P. M. Arrives daily by 8 A. M.

Route 8007—New Orleans to Covington, La., departure Monday and Thursday, at 6 A. M. Arrives Tuesday and Friday by 4 P. M.

Route ——New Orleans to Algiers, departure daily at 8 A. M. Arrives daily by 11 A. M.

Route 8062—New Orleans to Vicksburg, supplying all the offices opened to Vicksburg; also, Red River and Ouachita points. Departure Tuesday and Saturday at 5 P. M. Arrives on Monday and Friday mornings.

Mails for Lake Coast Tuesdays and Thursdays at 8 A. M., Saturdays at 11½ A. M., Pascagoula Saturdays at 11 A. M.

Mails for Galveston, Houston, Indianola, San Antonio, Brownsville, Brazos Santiago via New Orleans and Opelousas Railroad, close at 6 A. M. on Sunday and Thursday.

Tariff of Postage for Mexico, Cuba, West Indies, etc.

Guadaloupe, Martinique, French and English Guiana, St. Vincent's—10 cents half oz., optional.

Dutch Guiana—14 cents half oz., optional.

Cuba, Mexico, Hayti, Porto Rico, St. Thomas, Jamaica, Venezuela, United States of Colombia—10 cents half oz., optional.

Bolivia, Chili, Ecuador—34 cents half oz., obligatory.

Office Hours.

Opens at 8 o'clock A. M.; closes at 8 P. M.

Sundays, office opens at 9 o'clock A. M., closes at 11 A. M.

Postmaster.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barley	48
Beans white	60
Beans castor	—
Buckwheat	52
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	—
" Meal	50
Hair, plastering	—
Lime, unslacked	—
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	50

AN ACT

To Create a Board of Registration to Superintend the Registration of the Qualified Electors of this State.

SEC. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the State of Louisiana in General Assembly convened*, That the Governor, by and with the advice and consent of the Senate, shall immediately after this act becomes a law appoint a Board, consisting of a chairman and two other members, who shall constitute and be known as a Board of Registration, whose duty shall be to cause to be registered every qualified elector in the State, in accordance with the provisions of the constitution thereof, and said Board shall hold its meetings and have its place of business in the city of New Orleans, and the term of office of said Board shall expire on the fifteenth day of December, 1868

Sec. 2. *Be it further enacted*, etc., That said Board of Registration is hereby required to appoint a necessary number of supervisors of registration, not exceeding three in each parish, except the parish of Orleans, wherein said Board shall appoint a number not exceeding three in each municipal district in the city of New Orleans, and not exceeding three for the right bank, whose term of office shall commence on the tenth day of September, 1868, or as soon thereafter as they may receive their appointment, and expire on the tenth day of November, 1868; that the registrars shall each receive eight dollars per day for time they are actually employed, and the supervisors shall receive five dollars per day, and the supervisors shall also be reimbursed for all necessary actual traveling expenses incurred upon producing sub vouchers and making affidavit that the expenses were incurred and were actually necessary for the performance of their duty. All accounts of the supervisors shall be forwarded to the Board of Registration for examination, and if found correct, shall be approved by the chairman of the Board before payment. The said Supervisors shall, before entering upon the discharge of their duties, take and subscribe the constitutional oath, and shall transmit a copy of the same to the Board of Registration.

Sec. 3. *Be it further enacted, etc*, That the Registrars shall each give bond with good and solvent security in the sum of one thousand dollars, for the faithful performance of the duties of their office, to be approved by the Governor and filed in the office of the Secretary of State.

Sec. 4. *Be it further enacted, etc*, That the Supervisors of each parish shall keep their office, except in the parish of Orleans, at the courthouse of the parish, and may establish such place for the registration of voters other than the courthouse, not exceeding three in number, as may be necessary to enable electors to register with as little inconvenience as possible; and in all cases publication of the offices of registration, as selected by the Registrars and Supervisors, shall be made for thirty days in the official journal. In the parish of Orleans the Board of Registration will establish offices in such districts at such places as will facilitate the registering of voters as far as possible.

Sec. 5. *Be it further enacted, etc.*, That said Board of Registration, or the Supervisors so appointed by them as aforesaid, for each parish, shall require every person, before he is registered as a voter, to take and subscribe any of the following affidavits as the case may be required, and any member of said Board of Registration or any Supervisor is hereby authorized to administer said oaths :

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I am twenty-one years of age, was born (or naturalized, as the case may be) in the United States, and am subject to the jurisdiction thereof, and have been a resident of the State of Louisiana since the —— day of ——, and a resident of this parish since the —— day of ——, and that I am not disfranchised for any of the causes stated in the first paragraph of article ninety nine of the Constitution of this State.

And I do further solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that I did not hold any office, civil or military, for one year or more, under the organization styled "the Confederate States of America;" that I never registered myself as an enemy of the United States, that I never acted as leader of guerrilla bands during the late rebellion, that I never, in the advocacy of treason, wrote or published newspaper articles or preached sermons during the late rebellion, that I never voted for and signed an ordinance of secession in any State.

The last paragraph of the above affidavit shall be dispensed with, where the person applying for registration shall produce and exhibit to the Registrar or Supervisor the certificate of the Secretary of State, showing that he has relieved himself from the disability contained in the clauses of said affidavit, by voluntarily writing and signing a certificate setting forth that he acknowledges the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that he regrets any aid and comfort he may have given it, and showing that such certificate has been filed in the office of the Secretary of State and been published in the official journal, as is required by article ninety nine of the Constitution and the act of this General Assembly prescribing the requisite forms of such certificate, and the registry and publication thereof, and if the party applying for registration has lost or mislaid such certificate of the Secretary of State, he shall be required to take and subscribe, in lieu thereof, the following affidavit.

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be) that I have voluntarily written and signed a certificate setting forth that I acknowledge the late rebellion to have been morally and politically wrong, and that I regret any aid and comfort I may have given it, and that I have caused such certificate to be filed in the office of the Secretary of State, and that it has been published in the official journal, according to the requirements of article ninety nine of the Constitution, and according to the forms required by this General Assembly, and that I have either lost or mislaid the certificate of the Secretary of State showing the above facts.

That taking and subscribing the affidavits required by the preceding part of this section shall not prevent the Registrars or Supervisors from receiving other evidence showing that the party applying for registration is not entitled to register, and they shall have a right to examine under oath, to be administered by themselves or other competent authority, any witness to prove any fact pertinent to the right of any one to register, and shall decide from the evidence whether the party so applying is entitled to register.

Subject to appeal to the Board of Registration, which Board shall have power to hear and determine such appeals.

That if any person applying to register claims to be relieved from the disabilities contained in the second clause of the aforesaid affidavit under the proviso to article ninety nine of the Constitution, he shall be required to take and subscribe the following affidavit :

I, ——, do solemnly swear (or affirm, as the case may be,) that prior to the first of January, eighteen hundred and sixty eight, I favored the execution of the laws of the United States popularly known as the Reconstruction Acts of Congress, and openly and actively assisted the loyal men of the State in their efforts to restore Louisiana to her position in the Union

Any person who shall swear falsely to any of the foregoing affidavits, or any clause thereof, shall be deemed guilty of perjury, and on conviction thereof, shall be punished as prescribed by law.

Sec. 6. *Be it further enacted, etc*, That it shall be the duty of the Supervisors to record in a good, substantial book, prepared for the purpose, the names of all duly qualified voters residing in their respective districts. that the following particulars shall be recorded, and in the following order : Date of registry, number, name, residence, ward or precinct, length of residence in the parish and State, whether native born or naturalized, with the signature or mark of the voter, and in the event of the voter making his mark, the Registrar shall attest the same, and the Board of Registration shall cause to be made a duplicate copy of said registration, which shall be deposited in complete condition, before the expiration of their term of office, in the office of the Clerk of Court in each parish, except the parish of Orleans, and the original registration book shall be deposited as soon as said registration is completed in the office of the Secretary of State.

Sec. 7. *Be it further enacted, etc*, That every naturalized citizen shall be required to produce a certificate of his naturalization from the court in which he was naturalized and in the event of his having been naturalized in any court of this State, and he has lost his certificate, it shall be the duty of the clerk of said court to furnish to such citizen, free of cost, within one week, a duly certified copy of his natural ization, and the clerk of any court so refusing shall be liable to a fine of not less than twenty-five nor more than one hundred dollars, recoverable before any court of competent jurisdiction

Sec. 8. *Be it further enacted, etc*, That should the applicant for registry have been born without the limits of the United States, and after wards became a citizen thereof, other than by naturalization in the Courts, then he shall make affidavit, and set forth the circumstances whereby he became a citizen, such as the naturalization of his father, or by his residence in any State or Territory when the same was acquired by or ceded to the United States, or any other manner whereby, under the laws of the United States, he would become a citizen thereof—*Provided*, That affidavits authorized to be made by this act, may be sworn to before the Supervisors, but in no case, or under any circumstances, shall the Supervisors make any charge, or demand any fee, under penalty of removal from office

Sec. 9. *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors shall issue to every citizen, at the time he is registered, a certificate exactly corresponding in number, name, residence, etc, with the original registry, and the presentation of such certificate to the Commissioners of Election shall be full proof of the facts therein contained, and of the elector's right to vote at the date of granting of such certificate.

Sec. 10. *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of all Supervisors to issue to any registered voter, a duplicate certificate upon his making affidavit that the original has been lost or destroyed, said affidavit to be made on the back of the duplicate so issued.

Sec. 11. *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors shall each keep an index book in which shall be entered alphabetically the names of all registered voters, with the number of their certificate; and also a similar index book to the names of all persons refused registration, with a proper reference to the folio or number of the same.

Sec. 12. *Be it further enacted, etc.*, That on or before the fifteenth of December, 1868, that said Board of Registration shall prepare and submit a full and complete report of the cost and of expenses of said registration, number of votes registering in each parish, and any information that they may deem proper at the next meeting of the General Assembly.

Sec. 13. *Be it further enacted, etc.*, That the said Board of Registration, on the expiration of their term of office, shall deposit in the office of the Secretary of State all books and records pertaining to the said Registrars.

Sec. 14. *Be it further enacted, etc.*, That the expenses authorized to be incurred by this act shall be paid out of the Treasury of the State, upon proper vouchers, duly certified to and approved by the Board of Registration.

Sec. 15. *Be it further enacted, etc.*, That the registration of the voters of this State shall be closed nine days before the first Tuesday after the first Monday of November, A. D. 1868 and it shall be the duty of the Supervisors of Registration in every parish in this State to make out and furnish certified copies of the registered voters in each election precinct and polling place of each parish to the Commissioners of Election in each precinct or polling place, to be used at the election or elections to be held in November, A. D. 1868, if any such are ordered held, and at any subsequent election until otherwise provided for, and failure of the Supervisors to furnish such copies of registered voters, shall subject each of such delinquent Supervisors to a fine of not less than one hundred or more than five hundred dollars, to be recovered for the use of the parish in which the failure to perform the duty occurred, to be sued for in the name of the parish; and it shall be the duty of the District Attorney *pro tempore* of each parish to institute suit whenever any such delinquency shall be brought to his knowledge by any member of the Police Jury or Commissioners of the Election, who ought to have been furnished with the copies aforesaid, or is known to himself, or that he has reasonable cause to believe from other evidence to be true.

Sec. 16. *Be it further enacted, etc.*, That the Supervisors of Registration in each parish of this State shall divide the same into as many precincts, not to exceed the number now established by law, as to them may seem advisable, and direct what number of polls or voting places shall be established in each precinct, and to fix the places of holding thereof, and to appoint Commissioners for each poll or voting precinct.

Sec. 17. *Be it further enacted, etc*, That the Governor of the State shall, previous to any general election, appoint in each parish of the State one Supervisor of Registration, to whom the Clerk of the Court shall deliver the books of registration delivered to him by the last Supervisors of Registration, and he shall receive the same and strike from them the names of the voters who have died or left the parish, or become ineligible for any legal cause, and to add thereto the names of all those who have removed into the parish since the last registration, or who were not then registered, and those who have since come of age, and generally to perfect the registration of the parish, and they shall close such registration nine days before the said general election and furnish to the Commissioners of Election of each voting place or poll copies of the registered voters of the same precinct, and within ten days after such general election such Registrars shall redeliver to the Clerks of the Courts the books of registration, with all the additions and amendments made thereto, as herein provided.

Sec. 18. *Be it further enacted, etc.*, That it shall be the duty of the Supervisors of Election in every parish of this State, (except the parish of Orleans) to appoint one or more suitable persons to attend at each voting poll, whose duty it shall be to convey the box to receive the votes to the place of holding the election, and to deliver the same to the Commissions of Election, and to attend the Commissioners of Election during the whole time of holding the election, and to obey all legal orders of such Commissioners, in keeping order at or near the polls, suppressing riots, or disorders of any kind, and to make all such arrests as may be ordered by the said Commissioners. Any person who may resist or oppose such persons in the discharge of their said duties, upon conviction thereof, shall be punished, as is prescribed for resisting an officer.

Sec. 19. *Be it further enacted, etc*, That all acts and parts of acts heretofore passed touching the registration of voters be and the same are hereby repealed.

Sec 20. *Be it further enacted, etc*, That this act shall take effect from and after its passage.

[Signed] CHAS. W. LOWELL, Speaker of the House of Representatives.

[Signed] OSCAR J. DUNN, Lieutenant Governor and President of the Senate.

Approved September 7, 1868.

[Signed] H. C. WARMOTH, Governor of the State of Louisiana.

A true copy :

GEO E. BOVEE, Secretary of State.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867.

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,??? 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,??? 34	
Premiums on River Risks	107,??? 22	
Premiums on Fire Risks	172,??? 45	
		$321,??? 00
Less Return Premiums	1,??? 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,??? 00	
		41,??? 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$28?,??? 00
Losses paid during same period :		
On Marine Risks	25,??? 74	
On River Risks	109,??? 94	
On Fire Risks	39,??? 45	
	1?? ??? 14	
Re-Insurance	12,??? 3	
Expenses, Taxes, Interest on Scrips, etc., less Discount and Interest	2?,??? ??	
		$217,740 70
Remaining		6?,??? 00
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		5?,??? 00
Reserved for Unadjusted Losses		5,??? 19
The Company have the following assets :		
347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each		2??,??? 0
30 Bonds State of Louisiana of $1,000 each		2?,??? 00
20 Bonds State of Louisiana of $500 each		??,??? 00
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each		??,??? 00
60 U. S. 5-20 Bonds of $500 each		??,??? 00
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each		5,000 00
000 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	24,??? 00	
000 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $30	2?,??? 00	
000 shares Canal Bank—$50 each, valued at $30	??,??? 00	
000 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $30	??,??? 00	
120 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,??? 00	
00 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,??? 00	
		$197,1?? 00
Cash on hand		51,??? 00
Real Estate No. 79 Camp street		2?,??? 00
Loans on Pledges		6?,??? 00
Bills Receivable	13,7?? 00	
Less Bad and Doubtful	8,??? 14	
		5,??? 46
Outstanding accounts in course of Collection	7?,??? 00	
Less Bad and Doubtful	10,211 00	
		6?,??? ??
Scrips of other Insurance Companies		5,??? 00
Total Assets		$575,724 00

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.

WM. M. PERKINS, Vice President.

A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES.

R. K. Converse,	S. P. Ethall,
Robert Hare,	Jos. N. Isembert,
Jos. Hoy,	J. H. Ledwigson,
Alfred Moulton,	A. H. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz :		
On Fire Risks	$168,471 55	
On Marine Risks	65,390 94	
On River Risks	55,??? 34	
		$317,??? 71
Add unterminated risks, of 1866		65,??? 00
Deduct unterminated risks for 1867	60,41? 00	
Return premiums for 1867	2,??? 04	
		$ 63,014 94
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,??? 67
Losses paid during same period, viz :		
On Fire Risks	$32,051 13	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	34,022 94	
		106,715 82
Add re-insurance	2,507 75	
Dis. on Prem	46,4?? 67	
		50,??? 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc. less discount and interest	71,610 ??	
Reserved to payment of interest on scrips due in 1866	55,313 16	
		$294,513 ??
Net profits		$ 27,161 ??
The Company have the following Assets, viz :		
Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c		$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c		86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c		71,400 00
Twenty five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c		17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds valued at 50c		2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 50c		3,000 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c		4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc		108,4?? 00
Loans on Pledge		25,000 00
Loans on Mortgage		28,000 00
Bills Receivable		11,3?? ??
Premiums due in course of collection		47,1?? 00
Scrips of other insurance companies		12,??? 00
Uncurrent funds		4,??? 00
Coupons on City Bonds due, not collected		13,??? 00
Cash on hand		34,974 41
		$767,7?? ??

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.

PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day of March next.

THOMAS SLOO, President,

JOHN G. GAINES, Vice President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS :

Jno. G. Gaines,	S. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Richs,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
S. Bisco,	J. B. Bres,
J. G. Barelli,	Thos. Sloo,
	Thos. A. James

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

LEGAL NOTICES.

STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit : No. 21,?74—Mrs. M. S. McArthur vs C. F. Dupiessis, her husband.—the motion of F. McGloin, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof in her favor and by reason of the law being in favor of her demand, it is ordered and judged that the judgment by default herein entered on the 15th of June, 1868, be now confirmed and made final; that there be judgment in favor of plaintiff, Margaret Susannah McArthur, wife of Charles Fergus Dupiessis and against the defendant, the said Charles Fergus Dupiessis, her husband, that said parties be a parated in property, the community of acquets and gains hitherto existing between them be dissolved, and that plaintiff have the sole control and management of her paraphernal property. It is further ordered and adjudged that plaintiff do have and recover from the defendant the sum of twelve thousand dollars, being the amount of his separate paraphernal property received by him, with legal interest thereon from judicial demand till paid, and costs of suit, and with the lien and privilege granted by law to married women on the property of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment signed June 29th, 1868.

(Signed) PAUL E. THEARD, Judge of the Fourth District Court of New Orleans, acting for Judge Duplantier, who is sick

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this first day of July, in the year of our Lord One Thousand Eight Hundred and Sixty-Eight, and in the Ninety-Second year of the Independence of the United States.

[L. S.] WM. WOELPER, Clerk

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 5th day of May, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, to the words and figures following, to-wit :—No. 19,588—Mrs. Jacob Hilbold vs. Her Husband.—On motion of Paul E. Laresche, Attorney for the Plaintiff in this cause, upon producing to the Court due proof in support of her demand, and the Court considering the law and evidence to be with Plaintiff, It is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 5th instant be now confirmed, that there be judgment for Plaintiff, Marie Madeleine Mossmann, Widow Jean Lagenie, and against Defendant, Jacob Hilbold, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them, and that Plaintiff be allowed the free administration of her estate, and that Defendant pay the costs of this suit.

Judgment rendered 8th May, 1868.

Signed, May 13th, 1868.

(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. SERNOUDY, Dep. Clerk.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 15th day of January, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit :—No. 19 014—Anna M. McCraid vs. Mason Pilcher, her husband.—In this case, submitted to the Court by consent for determination, the Court considering the admission of indebtedness, and confession of judgment filed by defendant, and other evidence filed, It is ordered, adjudged and decreed, that there be judgment in favor of plaintiff Anna McCraid, wife of Mason Pilcher, and against the defendant, the said Mason Pilcher, her husband, that said parties be separated in property, and the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved, that plaintiff be decreed to have the sole control and management of her separate estate. It is further ordered and adjudged that plaintiff recover of the defendant the sum of thirty-one hundred and thirty seven dollars, with legal interest from judicial demand till paid, and costs of suit, with the lien and privilege granted by law to married women on the estate of their husbands to secure their paraphernal rights.

Judgment rendered 15th January, 1868; signed January 16th, 1868.

(Signed) CHS. LEAUMONT, Judge.

STATE OF LOUISIANA. Fifth District Court for the parish of Orleans.

I, Louis Power, Clerk of the Fifth District Court for the parish of Orleans, do hereby certify, that the above is a true copy of the judgment in the suit of Anna McCraid, wife of Mason Pilcher, vs. Her Husband—No. 19,014 of the docket of the late Fifth District Court of New Orleans; and I further certify, that pursuant to an act of the Legislature of this State, approved July 21st, 1868, the records of said Court have been transferred to this Court and are in my custody, as Clerk thereof.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the city of New Orleans, on this 28th day of August in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

LOUIS POWER, Clerk.

Merchants' Mutual Insurance COMPANY OF NEW ORLEANS.

FOURTEENTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following

STATEMENT :

Premiums received during the year ending 31st May, 1868, including unearned premiums of the previous year :		
On Fire Risks	$ 918,0?4 45	
On Marine Risks	2??,7?4 17	
On River Risks	??,??? 62	
Total Premiums		$1,1??,??? 22
Less Premiums Unearned 31st May, 1868	$22?,?47 ??	
Return Premiums	2?,471 00	2??,??? 07
Net Earned Premiums 31st May, 1868		$???,??? 15
Losses paid :		
On Fire Risks	$371,2?? 27	
On Marine Risks	173,??? 30	
On River Risks	4?,??? ??	
	$???,??? 0?	
Taxes	2?,915 61	
Reinsurance, Expenses, Profit and Loss, less interest	1??,??? 04	???,??? 06
Net Profit		$ 277,??? 00
The Company have the following assets :		
Real Estate		$ 1??,??? 67
Notes Secured by Mortgage		???,??? 00
Notes Secured by Pledge		??,1?? 00
Cash on hand		???,??? 00
Premiums in course of Collection		??,??? 00
City Bonds		??,??? 00
Bank and Railroad Stocks		1?? ??? 00
Bills Receivable		2??,1?4 ??
Scrips of Mutual Insurance Companies		1?,??? 00
Stock of Vallette Dry Dock Company		1?,??? 00
" Levee Steam Cotton Press		2,??? 00
" Marine Dry Dock		2,7?? 00
" Merchants Exchange		1,??? 00
" Lightering and Wrecking Co.		1,??? 00
" Louisiana Equitable Life Ins. Co.		??? 00
State Bonds		1,??? 00
Total		$1,???,??? 00
Less :		
Unclaimed interest and interest payable in July next on all outstanding Scrips of the Company	$1??,??? 15	
Thirty-five per cent. of Scrip issue of 1858, payable in July	70,??? 15	
Unearned Premiums 31st May, 1868	2??,??? 00	$???,??? 00
		$1,???,??? ??

The above Statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.

PAUL FOURCHY, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 9th day of June, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 9th day of June, 1868, it was resolved to declare a Scrip Dividend of THIRTY PER CENT. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th May, 1868, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay on and after the second Monday in July next THIRTY-FIVE PER CENT ON THE SCRIP ISSUE OF 1858, and six per cent. interest on all outstanding Scrips of the Company.

DIRECTORS.

John Pemberton,	F. Maspero,	David McCoard,
H. Puig,	L. F. Generes,	Pierre Poutz,
Chas. Sagory,	John Morgan Hall,	S. Z. Relf,
F. E. Wiltz,	J. J. Fernandez.	

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$546,??? 4
Viz—Fire Premiums	$206 272 57	
Marine Premiums	100,135 70	
River Premiums	100,097 15	
		$546,??? ??
Less Return Premiums	$ 4,8?? 73	
Less Unearned Premiums	40,145 00	
		$ 45,??? 7
Net Earned Premiums		$502,516 97
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 62,697 35	
Marine Losses	194,272 79	
River Losses	94,??? 00	
	$342,062 14	
Discount in lieu of Scrip	54,3?? 85	
Taxes and Internal Revenue	34,741 36	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	32,319 80	
Six per cent. interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	37,777 00	
		$491,210 76
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after all due allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $630,000, viz :

Invested in Real Estate	$ 46,??? 11
Invested in Mortgage on Real Estate	76,019 ??
Invested in City and other Bonds	62,??? 00
Invested in Bank and other Stocks	1??,??? 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	1??,??? 00
Loaned on Pledges	18,??? 00
Bills Receivable	63,??? 00
Premiums in course of Collection	67,??? 71
Cash on hand	111,512
	$7??,??? 4?

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.

J. P. Roux, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 23d day of March, 1868.

PAUL W. COLLENS, Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.

ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES.

Charles Briggs,	A. S. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
R. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Mannsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. H. Pinckard,
A. Fortier,	John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. B. Fothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Voss,	R. Pleagle,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Welchner,	Rudolph Sieg,
E. F. Given,	

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a cargo lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by S. V. L. McCONNELL.

LUMBER : LUMBER

GEORGE MERZ,

Planing Mill and Lumber Yard,

Corner Toulouse and Robertson Streets,

(Old Basin.)

SEASONED and other Wood, Sashes, Blinds, Doors and all kind of building material are offered to the trade at the lowest prices.

Shipments particularly attended to.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares :	1 month not.	2 mos. not.	3 mos. not.	6 mos. not.	12 mos. not.
One	$12	$22	$30	$??	$??
Two	20	35	??	??	??
Three	26	??	??	??	??
Four	32	??	??	??	??
Five	38	??	??	??	??
Six	44	??	??	??	??
Seven	50	??	??	??	??
Eight	55	??	??	??	??
Nine	60	??	??	??	??
Ten	65	??	??	??	??
Eleven	70	??	??	??	??
Twelve	75	??	??	??	??
Thirteen	80	??	??	??	??
Fourteen	85	??	??	??	??
Fifteen	90	??	??	??	??
Thirty	170	??	??	??	??

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $4 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING :

Squares.	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5 net	$8 net	$14 net	$20 net	$?? net
Two	9	14	20	??	??
Three	12	22	28	??	??
Four	15	27	35	??	??
Five	19	32	42	??	??
Ten	30	56	75	1??	??
Fifteen	40	75	100	??	??
Thirty	70	130	1??	??	??

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND,

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government; the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good, the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction. [Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution; while the learned Chief Justice has been subjected to great and atrocious calumnies merely because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, centralized, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so-called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government, and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States, Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people, and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, in first and aft deck or 2d aft deck, $?? in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, second deck, $120 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $??

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given, with a discount of 25 per cent. provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A passage by this line is payable in gold

From and after the 18th of February, the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to VICTOR FERRILLAT, Agent,

Office Levee Steam Cotton Press Co., New Orleans, July 2d, 1868

AT a meeting of the Board of Directors held this day, a dividend of two per cent was declared, and payable to the Stockholders on the 15th inst.

J. V. CHAREY, Secretary.